

# Jalon 20

L'alimentation est un enjeu qui fait l'objet d'une **participation publique et citoyenne** à toutes les **échelles de gouvernance**

## Pourquoi ce jalon ?

- L'alimentation est au cœur des préoccupations quotidiennes de l'ensemble de la société. Se nourrir est un besoin essentiel qui comporte son lot de défis et qui exacerbe certaines inégalités sociales. De plus, l'alimentation n'a pas qu'une fonction biologique, elle contribue à combler d'autres besoins (santé, sécurité, lien social, etc.). Dans ce contexte, il est d'autant plus juste de s'assurer que les décisions politiques liées à l'alimentation soient représentatives des besoins et enjeux des différentes populations, et que les citoyennes et citoyens puissent s'exprimer au-delà de leur acte d'achat.
- De la même façon, de nombreuses parties prenantes contribuent au système alimentaire, que ce soit par la production de nourriture, la recherche, la formation, la sensibilisation, la distribution, le conseil, etc. Les décisions prises aux différents niveaux de gouvernance concernant l'alimentation doivent être connectées à ces différentes réalités.
- Il importe donc de créer des ponts entre les instances décisionnelles et les citoyens et les citoyennes, les entreprises, les organismes et les autres parties prenantes concernées afin que leurs réalités soient prises en compte dans les programmes et politiques alimentaires. Le dialogue doit être continu et ne peut s'exercer que lors d'élections. Pour ce faire, les idées doivent cheminer à travers les structures de gouvernance, et ce, à différents moments et à l'aide de moyens variés et adaptés au contexte et au public cible.
- À ce titre, la participation publique et citoyenne ouvre la porte à différents processus visant à élargir la portée de ce dialogue à l'échelle des quartiers, des municipalités, des régions, des territoires et de la province.
- Afin de s'assurer une juste représentativité au niveau citoyen, il faut poursuivre la mise en place de structures et de stratégies qui facilitent l'engagement des collectivités en diminuant les contraintes liées à la participation des personnes plus éloignées ou exclues des concertations locales et régionales existantes. L'objectif est de porter la voix et les besoins de toutes les communautés, incluant les plus marginalisées, afin de répondre aux enjeux alimentaires de tous et toutes, et ce, sur l'ensemble du territoire québécois.

## Qui doit être mobilisé ?



**Société civile**



**Personnes et organisations consommatrices**



**Établissements d'enseignement, de recherche et d'expertise**



**Entreprises du secteur bioalimentaire**



**Gouvernements**



**Organismes de financement**

## Ressources

[Mercier, C. \(2009\). Participation citoyenne et développement des communautés au Québec : enjeux, défis et conditions d'actualisation](#)

[Page web : Institut du Nouveau Monde – INM. La participation publique](#)